



Les élu(e)s et les militants de terrain du Parti Communiste et ses alliés du Front de Gauche ont activement participé à la défaite de la droite aux dernières élections nationales.

Nous avons combattu les orientations antisociales, antidémocratiques d'un pouvoir uniquement préoccupé par les intérêts égoïstes d'une classe privilégiée.

N'est-ce pas François Hollande qui déclarait, lors de la campagne présidentielle, que son ennemi était la finance ?

Ce nouveau paysage politique impose, à tous ceux qui ont en charge la gestion du bien public, quel que soit son niveau, de répondre aux attentes et aux impatiences de ceux qui souffrent d'une politique uniquement inspirée par le profit au détriment des besoins de la population.

Les habitants de Clermont souffrent du chômage, des pertes d'emplois qui s'additionnent au nom de la compétitivité, de l'aggravation des inégalités, du recul des services publics.

Nous avons pris, avec les électeurs du Front de Gauche, une part décisive à la défaite de la droite et nous agissons pour des ruptures franches avec la politique précédente afin, entre autres, que les collectivités locales puissent continuer de répondre aux besoins des populations et du territoire.

C'est dans cet état d'esprit que des élus communistes au Conseil Municipal de Clermont s'alarment entre autre de deux décisions récentes, une au niveau local et l'autre départemental :

- la proposition d'embauche de 8 contrats d'avenir ce soir à l'ordre du jour de notre conseil municipal:
Dans les associations et collectivités locales, les nouveaux contrats aidés seront pris en charge à 75% du SMIC brut par l'Etat, pour un coût total annuel prévu à terme de 2,5 milliards d'euros. Le gouvernement promet la création de 150.000 « emplois d'avenir » dont 100.000 en 2013. Création « d'emplois d'avenir » mais pas d'emplois ! Dans de telles conditions, avec l'étranglement financier dû à la politique de super-austérité, les collectivités sont tout simplement tentées de substituer au recrutement de personnels statutaires l'embauche « d'emplois d'avenir » **sous-payés et précarisés**. En sus la formation se ferait hors temps de travail ce qui est illusoire avec des jeunes déjà en rupture de scolarité. Au minimum, l'embauche des jeunes, les débuts de carrière vont se généraliser sous ce statut dégradé. On n'est pas loin du CPE de Villepin avec une période d'essai étendue à trois ans. Mais c'est l'ensemble de l'emploi public, des jeunes et des moins jeunes, **le statut de fonctionnaire territorial qui sont une nouvelle fois attaqués**. Pour ces raisons nous nous abstiendrons sur ce point.
- D'autre part, il nous apparaît préoccupant que l'assemblée départementale demande à l'agence Standard and Poor's d'évaluer sa politique.
Outre que ces évaluations soient très onéreuses pour les finances territoriales ce qui est, nous le savons, une de vos préoccupations légitimes, leur action, sans aucun contrôle citoyen et démocratique, est portée par des enjeux politico-économiques obscurs, dont ni vous, ni nous, ni les citoyens n'ont connaissance.

Nous resterons combattants face aux prétentions de la finance et de ses supports de droite pour toujours mettre en avant les intérêts du plus grand nombre.

Force nous est de constater que les dernières décisions du Gouvernement ne vont pas dans le sens de ce que nos citoyens ont espéré en élisant un Président de la République et une Assemblée Nationale de gauche.